

# sondage



**analyse**  
par Eric NG PING CHEUN

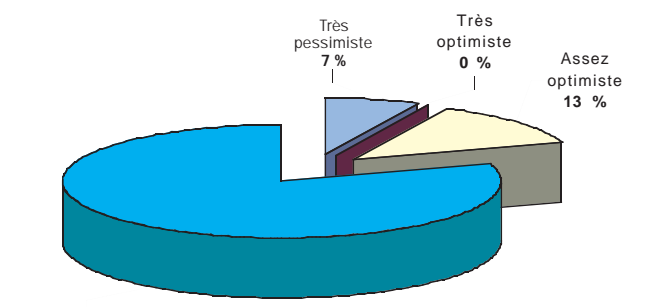
BAROMETRE PLURICONSEIL - L'EXPRESS

## Perspectives toujours incertaines

Alors que le Bureau central des statistiques prévoit une croissance de 4 % pour l'année 2009, 53 % d'analystes pensent qu'elle sera entre 3,6 % et 3,9 %. 53 % d'analystes s'attendent à une baisse d'au moins 50 points de base du «Repo Rate» à la prochaine réunion du comité monétaire. Selon 83 % d'analystes, le Semdex pourrait tomber à 1 126 points d'ici juillet.

### 1) Sur les perspectives économiques d'ici un an (janvier 2010), êtes-vous...

Perspectives économiques d'ici un an



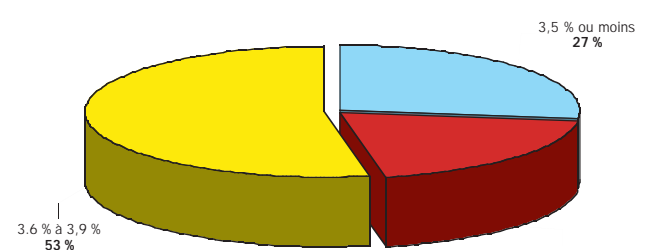
RAPPEL	Aou-08	Sep-08	Oct-08	Nov-08	Dec-08
Trés optimiste	0%	0%	0%	0%	0%
Assez optimiste	67%	67%	27%	23%	20%
Assez pessimiste	33%	30%	70%	74%	67%
Trés pessimiste	0%	3%	3%	3%	13%

### Lourd pessimisme

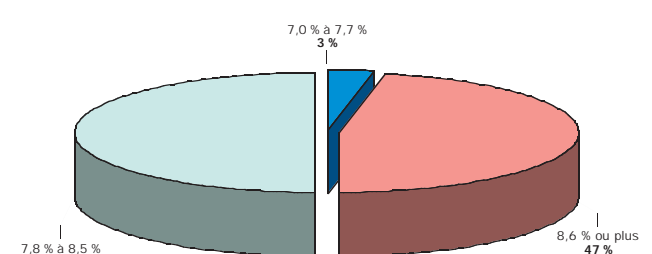
Le pessimisme sur les perspectives de l'économie mauricienne d'ici à un an ne recule pas parmi les analystes à la suite de l'Additional Stimulus Package présenté par le gouvernement. Il est encore trop tôt pour évaluer l'impact de ce plan de relance. Les effets de son application prendront d'ailleurs du temps à se concrétiser "due to low absorption capacity" selon un économiste. Si le pessimisme s'alourdit encore de 7 points pour s'établir à 87 %, c'est parce que les problèmes financiers d'Air Mauritius et de la State Trading Corporation suscitent des appréhensions quant à un éventuel avis défavorable des agences de notation sur la dette du secteur public.

### 2) Quelles sont vos estimations du taux de croissance et du taux de chômage pour l'année 2009?

Estimation du taux de croissance pour l'année 2009



Estimation du taux de chômage en 2009

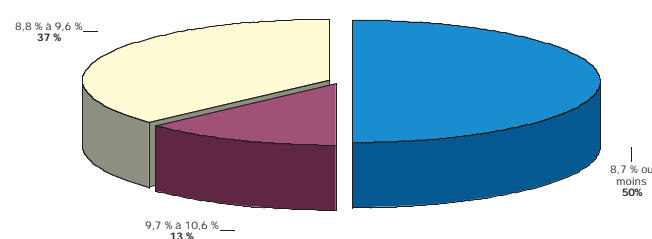


### Croissance inférieure à 4 %

Le Bureau central des statistiques a donné une première prévision de la croissance économique à 4 % pour l'année 2009. Mais quatre analystes sur cinq ne partagent pas cette estimation, la croissance pouvant être entre 3,6 % et 3,9 % selon 53 % d'analystes. En admettant que le plan de relance soit rapidement mis en œuvre, l'économie n'en sera revigorée que vers la fin de l'année. Cependant, Maurice ressentira plus tôt la récession actuelle dans les pays développés. Par conséquent, 47 % d'analystes entendent une remontée du taux de chômage annuel au-dessus de 8,6 %.

### 3) Quelle est votre estimation du taux d'inflation d'ici un an?

Estimation du taux d'inflation d'ici un an

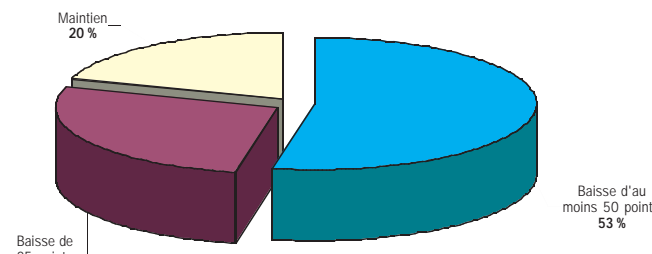


### L'inflation en dessous de 8,7 %

L'inflation officielle pour l'année 2008 a été de 9,7 %. Pour un analyste sur deux, l'inflation descendra en dessous de 8,7 % durant l'année 2009. Les prix ont commencé à tomber dans la mesure où l'indice des prix à la consommation a baissé de 0,9 % entre novembre et décembre 2008. Par rapport à décembre 2007, le taux d'inflation du mois dernier a été de 6,8 %. Il existe encore de la marge pour répercuter la forte baisse des coûts du pétrole et des commodités dans les prix des produits de consommation. Une récession mondiale fait naturellement chuter les prix.

### 4) Quelle orientation du «Repo Rate» prévoyez-vous à la prochaine réunion du Comité de politique monétaire?

Le «Repo Rate» à la prochaine réunion du Comité monétaire

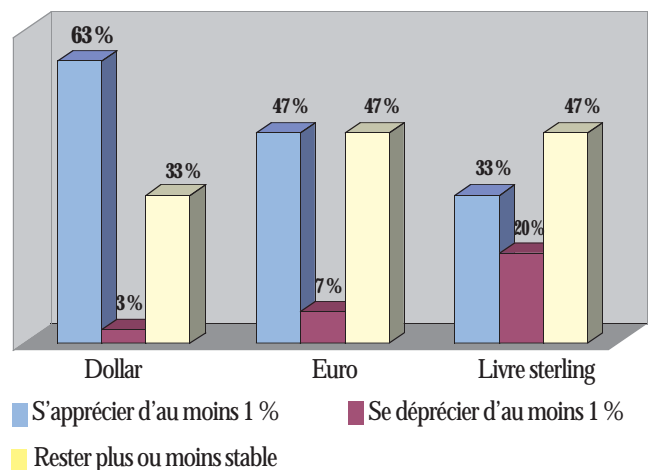


### Baisse du loyer de l'argent

Quatre analystes sur cinq sont certains d'un nouvel assouplissement du loyer de l'argent à la prochaine réunion du comité de politique monétaire. Il existe 53 % de chances que la baisse du Repo Rate soit de 50 points de base ou plus. La Banque de Maurice ne ferait que suivre la tendance mondiale, car depuis la dernière réduction de son taux directeur, la Réserve fédérale américaine a diminué le sien par 0,75 %, et la Banque d'Angleterre et la Banque centrale européenne chacune par 0,50 %. Une détente du taux d'intérêt allégera le fardeau financier des entreprises, mais aussi du gouvernement.

### 5) Quelle évolution des principales devises par rapport à la roupie prévoyez-vous d'ici trois mois (avril 2009)?

Par rapport à la roupie d'ici à trois mois

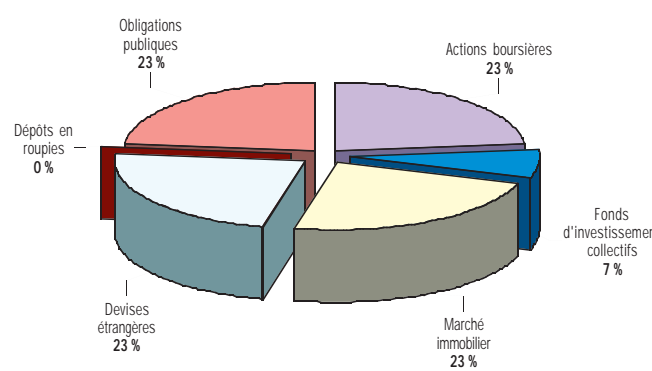


### L'euro et la livre bientôt à parité

Selon la majorité des analystes, le cours vendeur indicatif du dollar restera au-delà de Rs 32,94 dans les trois prochains mois. Le plan de relance fiscale du gouvernement américain, dont la seconde tranche (US\$ 350 milliards) vient d'être approuvée par le Congrès, sera "dollar-supportive". Pour 47 % d'analystes, l'euro s'appréciera aussi contre la roupie tandis que la livre sterling restera plus ou moins stable, de sorte que ces deux monnaies seront à parité d'ici à avril. Reste que les difficultés de nos secteurs textile et touristique mettront la pression sur la roupie.

### 6) Quel type de placement local vous semble le plus favorable en ce moment?

Le placement local le plus favorable actuellement



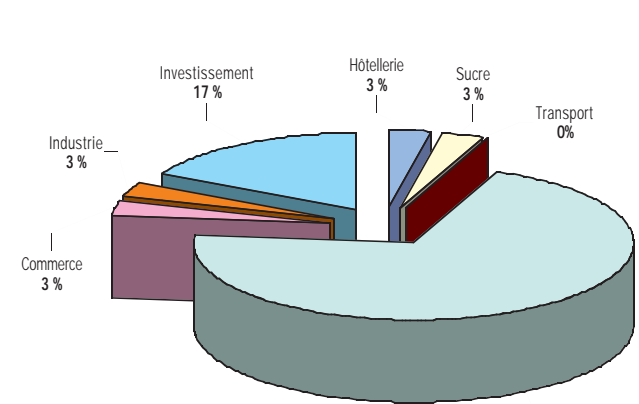
RAPPEL	Aou-08	Sep-08	Oct-08	Nov-08	Dec-08
Actions boursières	13%	17%	7%	27%	23%
Obligations publiques	3%	7%	30%	10%	27%
Dépôts en roupies	3%	3%	13%	10%	3%
Devises étrangères	3%	7%	10%	13%	20%
Marché immobilier	58%	53%	27%	30%	20%
Fonds d'investissement	20%	13%	13%	10%	7%

### Des placements égaux

Les lois statistiques disent parfois bien les choses: les analystes montrent une préférence égale (23 %) pour quatre placements locaux, à savoir les actions boursières, les obligations publiques, les devises étrangères et le marché immobilier. Les rendements de chacun de ces placements ne sont pas certains, mais c'est précisément pour cette raison qu'il faut se positionner sur différents marchés. On augmente ainsi ses chances de gain dès qu'un marché reprend.

### 7) Quel secteur au sein des valeurs boursières présentera le plus fort potentiel de valorisation d'ici six mois (juillet 2009)?

Le plus fort potentiel de valorisation boursière

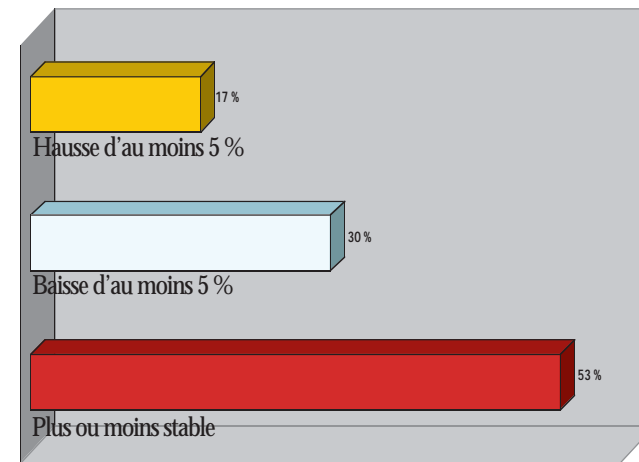


### L'hôtellerie à plate couture

Déjà mal en point le mois dernier avec un taux d'estime de 13 % chez les analystes, les valeurs hôtelières dégringolaient à 3 %. On reste circonspect devant les erreurs stratégiques de Naiadi Resorts, l'incertitude sur le sort de Sun Resorts par rapport au deal entre Ciel Investment Limited et Ireland Blyth Limited, et les sombres prévisions de New Mauritius Hotels sur ses taux d'occupation. Pour sept analystes sur dix, les valeurs financières continueront de croître cette année. Selon un agent de change, Mauritius Commercial Bank et State Bank of Mauritius jouissent d'un "balanced portfolio of loans", la première ayant l'avantage d'avoir une excellente trésorerie, et la seconde de détenir 19 % des actions de Mauritius Telecom.

### 8) Quelle orientation du Semdex prévoyez-vous d'ici six mois?

Le Semdex d'ici à six mois



RAPPEL	Aou-08	Sep-08	Oct-08	Nov-08	Dec-08
Hausse d'au moins 5 %	40%	27%	7%	37%	27%
Baisse d'au moins 5 %	13%	27%	60%	30%	37%
Plus ou moins stable	47%	47%	33%	33%	37%

### La Bourse morose

Depuis le début de l'année, la Bourse de Port-Louis connaît de faibles volumes d'échanges de titres. En excluant les "crossings", la valeur totale des transactions de la semaine dernière a été à peine un tiers de ce qu'on enregistre en temps normal. Cette morosité boursière est entretenue par la vague de mauvaises nouvelles venant des Etats-Unis. Selon 83 % d'analystes, le Semdex pourrait chuter à 1 126 points d'ici à juillet prochain, car "the expected worsening economic situation is likely to cause a downward movement in share prices". Si bien que "the Semdex could most certainly underperform international equities in the medium term".

Enquête réalisée par téléphone par PluriConseil, du 12 au 14 janvier 2009, auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

### Volonté politique

La crise économique mondiale peut être une chance pour Maurice. C'est généralement dans une situation de crise aiguë que des problèmes longtemps enfouis font surface. Il est dommage que les malheurs se produisent souvent en même temps. Mais l'on ne reconnaît de vrais leaders que lorsqu'ils arrivent à surmonter des crises en prenant des décisions difficiles. Et ces décisions peuvent être politiquement rentables quand elles servent les intérêts de la nation plutôt que des coteries corporatistes.

Le gouvernement doit se servir de la crise comme un catalyseur de bonnes volontés – au lieu de bonnes intentions – pour mettre le holà aux gabegies qui infestent nos organismes publics et parapublics. À voir tous ces maux, rien ne présage que l'économie mauricienne serait prête à rebondir une fois passé la crise mondiale. Une remise en ordre de tous nos corps parapublics, qu'on a trop longtemps différée, s'impose aujourd'hui.

Certaines de ces institutions jouent un rôle clé dans l'avancement du pays. Un gouvernement doit sanctionner l'incompétence quand ceux qu'il a nommés à des postes de responsabilité le méritent. La population ne s'en plaindra pas. Lui demandant de consentir à des sacrifices pour rendre l'économie «résiliente» face à la crise, l'Etat doit gouverner par l'exemple.

Lorsqu'il présentait son «Additional Stimulus Package», le ministre des Finances exhortait les opérateurs privés à faire preuve d'efficacité dans leur gestion afin d'obtenir des gains de productivité. Effectivement, il y a matière pour les entreprises à revoir partout leur mode de gestion. Mais alors qu'un François Woo redevient sage en préparant l'après-crise avec une stratégie de restructuration, le secteur privé peut légitimement réagir en pointant du doigt les déficiences du secteur public. L'heure n'est toutefois pas aux récriminations mutuelles.

Le présent baromètre indique une progression du pessimisme parmi les analystes économiques et financiers, malgré un plan de relance et une baisse de 150 points de base du taux d'intérêt. Une nouvelle réduction conséquente du loyer de l'argent n'arrangera pas nécessairement les choses. Quels que soient les fondamentaux de l'économie, c'est la confiance qui est le véritable moteur de la croissance. Or, la confiance est un état d'esprit, et non un mécanisme que l'Etat peut actionner à son gré en jouant sur les leviers fiscal et monétaire.

Une atmosphère délétère règne dans les milieux des affaires, scandalisés par les pertes financières d'Air Mauritius et de la State Trading Corporation. Si le gouvernement décide finalement de pourvoir des garanties de l'ordre de dix milliards de roupies à ces deux institutions, les conséquences économiques seront énormes. Ces garanties seront classées comme des «contingent liabilities», représentant environ 4 % du produit intérieur brut (PIB), et elles porteront la dette du secteur public à plus de 60 % du PIB, ce qui indiquera une mauvaise gestion des finances publiques.

Maurice courra ainsi le risque d'un avis défavorable des agences de notation internationales. Un déclassement dans la notation de la dette publique enverra un mauvais signal aux étrangers. Une chute de l'investissement direct étranger sera d'autant plus désastreuse pour l'économie que celle-ci devient très dépendante des entrées de capitaux au vu de la baisse des recettes sucrières, textiles et touristiques. La roupie se dépréciera inévitablement.

Une dépréciation brutale de la roupie fera gagner plus de revenus à nos exportateurs, mais elle ne leur rapportera pas plus de commandes textiles et de touristes: les exportations ne sont compétitives qu'avec une hausse réelle de productivité. La dépréciation de la roupie rendra aléatoire une nouvelle détente du taux d'intérêt, car l'inflation repartera avec la hausse des prix. Parallèlement, la détérioration de la dette du secteur public réduira la marge de manœuvre du gouvernement pour une nouvelle relance budgétaire.

Au cas d'Air Mauritius et de la State Trading Corporation se retrouveraient à défaut de paiement, le gouvernement aura à effectuer un emprunt en devises pour payer les créanciers. A son avantage, les taux d'intérêt sur le dollar et sur l'euro resteront très faibles pendant quelques années. Aussi, la dette extérieure du pays, qui s'élevait à 9,4 % du PIB au 30 juin 2008, demeurera très confortable, probablement au même niveau qu'en juin 2006 (13,4 % du PIB).

Mais l'image de Maurice vis-à-vis des bailleurs de fonds internationaux sera sérieusement affectée. Si le gouvernement devait choisir le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale, il aurait à satisfaire des conditions très strictes, telle l'abolition de subsides. Une autre option, qui rassurerait les créanciers, est que le gouvernement accroisse son capital au sein d'Air Mauritius pour qu'elle devienne une compagnie d'Etat.

C'est l'occasion de faire table rase des dysfonctionnements des services publics. Certes, le gouvernement a pour devoir de protéger la population. Mais il ne saurait protéger un secteur, qu'on qualifie de public, tandis qu'aucun secteur économique n'est à l'abri de la crise mondiale.

Déjà bien gâté par les hausses salariales «ad toto» du «Pay Research Bureau», le secteur public ne doit pas croire qu'il est immunisé contre la crise. Dans le secteur privé, la sécurité d'emploi n'existe pas. Mais ce n'est pas une raison pour que le ministre du Travail s'agite devant les médias à chaque fermeture d'entreprise. Il ne faut pas confondre volontarisme et volonté politique. Et celle-ci ne rime pas avec protection politique.

(www.pluriconseil.com)

### SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 26th day of February 2009 at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Bar situate at the Supreme Court Building, Jules Koenig Street, Port Louis, the sale by levy of: "Une portion de terrain de la contenance de trois cent trente sept mètres carrés et soixante sept centimètres située au quartier des Plaines-Wilhelms, lieudit Beau Séjour, Rose-Hill et bornée d'après un procès-verbal de rapport avec plan figuratif dressé par M. Dharamaz Appadoo, arpenteur juré, le 2 septembre 1991, enregistré au Reg. LS 28 n° 2618 comme suit: Du premier côté, par l'axe d'un chemin commun et mitoyen de 4 m 87 de large sur 16 m 05, du troisième côté par un terrain appartenant au "The Mauritius Young Peeragasum Tamil Day Hindee Rarr Paragab Sangam" sur 16 m 05. There exists on the above described portion of land a two storey concrete building under slab provided with water and electricity supplies and together all that may depend or form part thereof generally whatsoever without any exception or reservation, the whole more fully described in the Cahier des Charges filed in the matter. The said sale is prosecuted at the request of State Bank of Mauritius Ltd against Mr & Mrs Goswami Velleyen. All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such right. Under all legal reservations. Dated at Port Louis this 16th day of January 2009.

Mahmad Ahmad MOOLLAN  
Of 4th Floor, PCL Building, Sir William Newton St., Port Louis.  
ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE